

Modification n°1 du PLU

Curienne

Savoie (73)

Notice explicative

Janvier 2018



Projet PPA

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme est

Chambéry Métropole - Coeur des Bauges
106 allée des Blachères
73000 CHAMBERY

Téléphone: 04-79-96-86-00

Courriel: catherine.mas@chambery-bauges-metropole.fr

Sommaire

Introduction	6
1. Document d'urbanisme en vigueur.....	6
2. Objets de la modification	6
3. Le contexte législatif	7
4. Choix de la procédure	7
5. La procédure.....	8
6. Le dossier d'enquête publique	10
 1. Exposé et justification des modifications envisagées	13
1.1 Ajustements du règlement graphique.....	13
1.1.1 Inscrire une servitude de projet au titre de l'article L151-41-5° du code de l'urbanisme sur le secteur du Cuinet.	13
1.1.2 Intégration de la nouvelle connaissance en matière de zones humides	15
1.1.3 Identification d'un bâtiment d'élevage oublié sur le plan de zonage.....	17
2.2 Modifications du règlement écrit.....	17
2.2.1 Réduction des reculs par rapport à l'axe de la RD11 en zone U	17
2.2.2 Extensions des bâtiments d'habitation existants en N1 et N1p.....	20
2.2.3. Autorisation du changement de destination dans toutes les zones.....	21
 3. Justification du choix de la procédure.....	22
3.1 Confortement des orientations et objectifs définies par le PADD	23
3.2 Pas de réduction d'EBC, de zones naturelle ou forestière, ni de protection.....	23
 4. Prise en compte des documents supra-communaux.....	23
4.1 Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Métropole Savoie.....	23
4.2 Compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) de Chambéry Métropole	24
 5. Liste des documents modifiés.....	25

Projet PPA

Introduction

Curienne est une petite commune rurale de montagne de 673 habitants en 2014 située sur le "balcon" sud-ouest dans le Parc Naturel Régional du massif des Bauges à 8 km de Chambéry. La totalité de la commune est soumise à la Loi Montagne. Elle fait partie de l'agglomération de Chambéry Métropole Cœur des Bauges et du SCOT de Métropole Savoie.

La commune se compose en **plusieurs hameaux dispersés** sur 8,55 km². "**Curienne occupe une position géographique privilégiée.** Son environnement de qualité (campagne, montagne) et la proximité de l'agglomération chambérienne sont des atouts pour la commune de Curienne. En revanche, son accès par des routes sinueuses constitue une faiblesse." (extrait du PLU 2005)

1. DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

La commune de Curienne est dotée d'un PLU depuis le 14 octobre 2005. **En 2015, l'agglomération de Chambéry Métropole a lancé la démarche d'élaboration du PLU intercommunal. En 2017, Chambéry Métropole et Cœur des Bauges ont fusionné.** L'évolution des documents d'urbanisme des communes de Chambéry Métropole - Cœur des Bauges n'est envisageable depuis que par procédure de modification.

En 2016, une procédure de modification du PLU a été engagée. La procédure de modification de PLU s'inscrit dans un contexte d'élaboration de PLUi.

2. OBJETS DE LA MODIFICATION

La municipalité a souhaité faire évoluer son document d'urbanisme pour le rendre plus adapté au contexte actuel de la commune:

→ **Ajustements du règlement graphique:**

- Inscrire une servitude du projet au titre de l'article L151-5° du code de l'urbanisme sur le secteur du chef-lieu,
- intégration de la nouvelle connaissance en matière de zones humides,
- identification d'un bâtiment d'élevage oublié sur le plan de zonage.

→ **Ajustements du règlement écrit:**

- Réduction des reculs par rapport à l'axe de la RD11 en zone U (article 6 du règlement),
- extensions des bâtiments d'habitation existants situés en N1 et N1p à Montmerlet,
- changement de destination des bâtiments dans toutes les zones, sous condition de faisabilité

d'un assainissement conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur.

Après avoir présenté la procédure de modification dans une première partie, les modifications seront exposées et justifiées.

3. LE CONTEXTE LEGISLATIF

La modification du PLU sera élaborée dans le respect des lois en vigueur, conformément aux dispositions de:

- la loi Solidarité et Renouvellement urbainisme (SRU), modifiée par la loi Urbanisme/Habitat (UH) du 2 juillet 2003,
- la loi Engagement National pour le Logement (ENL) du 13 juillet 2006,
- la loi dite « Boutin » du 25 mars 2009,
- la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010,
- la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 27 mars 2014,
- la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014.
- la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015.
- La loi montagne acte 2 du 28 décembre 2016.

4. CHOIX DE LA PROCEDURE

La procédure de modification permet de modifier les OAP ou le règlement du PLU **sous réserve de ne pas changer les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)**. Elle est utilisée pour:

- toute augmentation supérieure à 20% des possibilités de constructions dans une zone en prenant en compte l'ensemble des règles du plan.
- diminuer les possibilités de construire sur tout ou partie du territoire.
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.
- autres modifications en dehors de celles concernées par la procédure de révision (par exemple l'ouverture à l'urbanisation d'une zone AU de moins de 9 ans)

→ **Rappel des orientations du PADD concernées par la modification**

- **Renforcer l'attractivité de la commune et utiliser le potentiel existant** dû à sa position géographique et à l'intérêt du site:
 - [...]
 - Offrir un panel varié de logements pour les jeunes, les familles et l'accueil des personnes âgées.
 - Maintenir une offre foncière compatible avec le développement retenu et suffisante [...]
- **Respecter le principe d'équilibre entre le développement et le renouvellement urbain d'une part, la préservation des terres agricoles ou potentielles et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, en respectant les principes du développement durable:**
 - [...]
 - Privilégier l'urbanisation dans les secteurs desservis par les réseaux notamment dans un souci d'une gestion économe de l'espace.
 - [...]
- **Développement qualitatif de l'urbanisation** sous forme d'opération en continuité du Chef-lieu, à proximité des services publics et des futures constructions.
 - [...]

- Préserver et valoriser la qualité architecturale et le tissu bâti.

- [...]
- En harmonie avec le Parc des Bauges, encourager les procédures de réhabilitation du bâti traditionnel.
- Maîtriser et limiter les extensions urbaines tout en prévoyance des capacités d'urbanisation futures suffisantes.
- [...]
- Préserver l'image rurale de la commune (poésie naturelle des sites).
- Mettre en valeur les composantes naturelles majeures existantes sur la commune et préserver les secteurs sensibles.**
- Protéger les sites présentant une valeur paysagère, environnementales ou agricole.
 - Protéger les sites agricoles,
 - la qualité paysagère du site de La Bas
 - les sites bâtis traditionnels de Montmerlet, [...]
- Accueillir des activités en respectant la qualité des paysages, la qualité de vie, la tradition rural et le paysage.

Les différents objectifs de la modification n'ont pas pour effet de changer les orientations définies dans le PADD, ne réduisent pas d'espace boisé classé, de zone agricole, de zone naturelle et forestière, ou de protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. De plus, le projet communal ne comporte pas de graves risques de nuisance, ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser de plus de 9 ans.

La procédure de modification du PLU peut donc être engagée.

5. LA PROCEDURE

Les évolutions apportées au PLU sont conduites dans le cadre d'une procédure de modification prévue par les articles L.153-36 et suivants du code de l'urbanisme.

Article L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

- Rédaction du rapport de présentation du projet exposant les motifs et préparation des différentes pièces du PLU modifié.

Article L153-38

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Article L153-39

Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune,

l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public.

Article L153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Article L153-42

Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

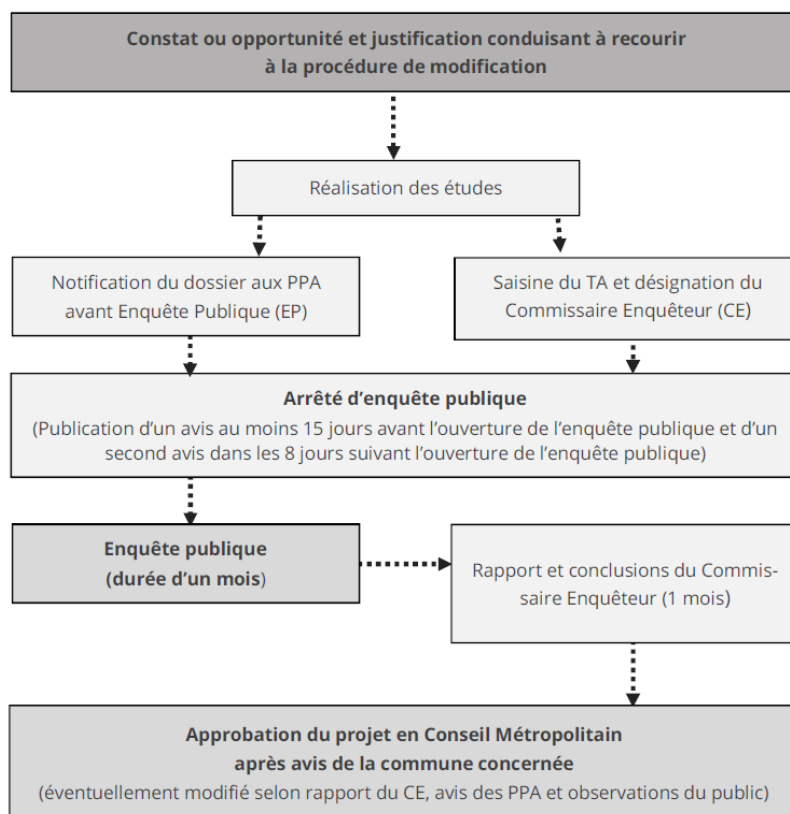
Article L153-43

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L153-44

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-23 à L. 153-26.

Procédure de modification du PLU



6. LE DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Préalablement à l'enquête publique, le dossier est **notifié pour avis** aux personnes publiques associées (PPA) prévues par le code de l'urbanisme:

- le Préfet de la Savoie
- le Président du Conseil régional Rhône-Alpes,
- le Président du Conseil général de Savoie,
- le Président de la Communauté d'agglomération de Chambéry Métropole - Cœur des Bauges,
- le Président du Parc Naturel Régional des Bauges,
- les représentants des chambres consulaires (Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture, Chambre du Commerce et de l'industrie),
- le Président de l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité),

- le Président de Métropole Savoie,
- les communes limitrophes.
-

Les avis exprimés sont recueillis et joints au dossier d'enquête.

Le projet de modification est soumis à enquête publique durant 31 jours consécutifs. Elle portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur modification du PLU qui en est la conséquence. A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis exprimés, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'économie générale du document, sera soumis pour approbation au Conseil d'agglomération.

Le projet de modification du PLU soumis à enquête publique comprend les pièces suivantes:

- **Une notice explicative**

- **Les documents du PLU modifiés:**

- le règlement écrit,
- le règlement graphique,
- Dans chaque documents, les modifications apportées seront en rouge et barrés pour les éléments supprimés et en vert pour les éléments ajoutés.

- **Les pièces administratives.**

Projet PPA

1. Exposé et justification des modifications envisagées

L'objectif de la modification est d'intégrer la nouvelles connaissance du territoire et de rendre opérationnel et réalisable les projets.

1.1 AJUSTEMENTS DU REGLEMENT GRAPHIQUE

1.1.1 Inscrire une servitude de projet au titre de l'article L151-41-5° du code de l'urbanisme sur le secteur du Cuinet.

*"Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, **pour une durée au plus de cinq ans** dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes."*

Une réflexion d'urbanisme a été engagée et a débouché sur des pistes de réflexion.

La commune souhaite pouvoir intégrer ces parcelles à proximité directe des équipements publics dans une réflexion d'ensemble pour permettre la construction de logements, réflexion qui sera confirmé dans le cadre du PLUi. L'objectif est de proposer un zonage assez souple pour ne pas obérer l'avenir et de réfléchir à une OAP dans le cadre du PLUi. Cette servitude de projet ne fait que conforter les objectifs du PADD.

Il est proposé d'inscrire une servitude de projet sur le secteur du centre bourg en parcelles cadastrées section A n°809, 799, 798, 797, 665 en partie. La superficie totale du périmètre d'attente de projet d'aménagement global est de **0,84 hectares**. Ces parcelles sont classées en zone Ud au PLU, secteur non maîtrisé et à enjeu.



Zonage PLU 2005

Objectifs poursuivis:

- Affirmer le rôle fédérateur du centre bourg,
- production de logement en centre bourg,
- optimiser et maîtriser le foncier à proximité des équipements,
- Favoriser le parcours résidentiel avec une offre diversifiée.

Il est envisagé:

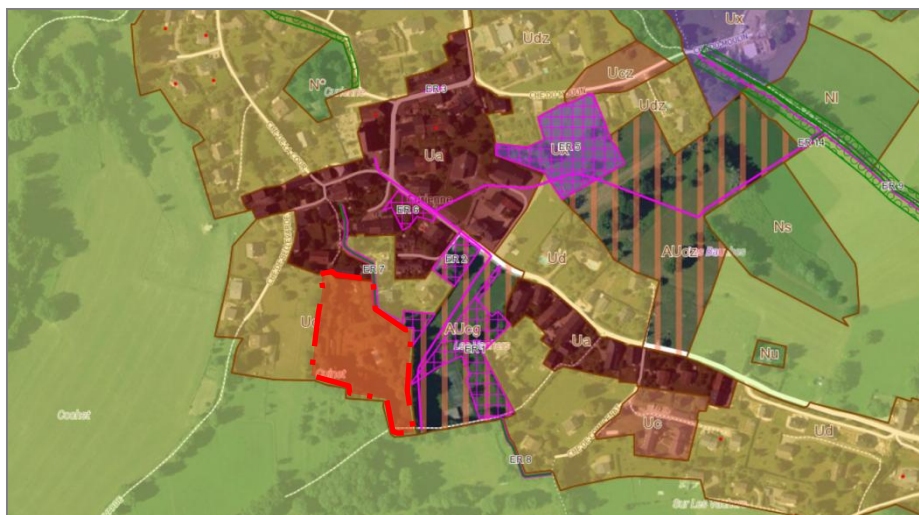
- l'aménagement global de la zone dans la réflexion sur les accès, la desserte automobile et la perméabilité piétonne pour rejoindre les équipements publics,
- une insertion paysagère et urbaine qualitative à vocation principale d'habitat,
- une mixité des formes urbaines pour optimiser le foncier.


Justification du périmètre:

La commune dans le cadre du PLU approuvé en 2008 a mené une réflexion sur différents secteurs à proximité du centre bourg. Toutefois, à ce stade, aucun projet n'a vu le jour d'où l'intérêt d'approfondir la réflexion sur le secteur du Cuinet.

Une étude plus complète doit pouvoir préciser la densité et le type de logements, les équipements publics qui seront nécessaires pour accueillir les futurs habitants et les modalités d'aménagement. Elle devra être menée dans les 5 ans à compter de l'approbation de la modification. En terme de temporalité, le PLUi sera approuvé avant l'extinction de la servitude de projet. Cette zone ainsi que l'ensemble des tènements vierges autour du centre bourg font l'objet d'une réflexion globale.

Cette servitude sera spécifiée dans le règlement.



 Secteur de servitude de projet

Zonage PLU - modification 2018 - n.chomaz urbaniste

1.1.2 Intégration de la nouvelle connaissance en matière de zones humides

L'agglomération a transmis à la commune des éléments concernant la nouvelle connaissance des zones humides. Celles-ci seront repérées au plan de zonage par un zonage spécifique.

1/ Zone humide de La Moella.

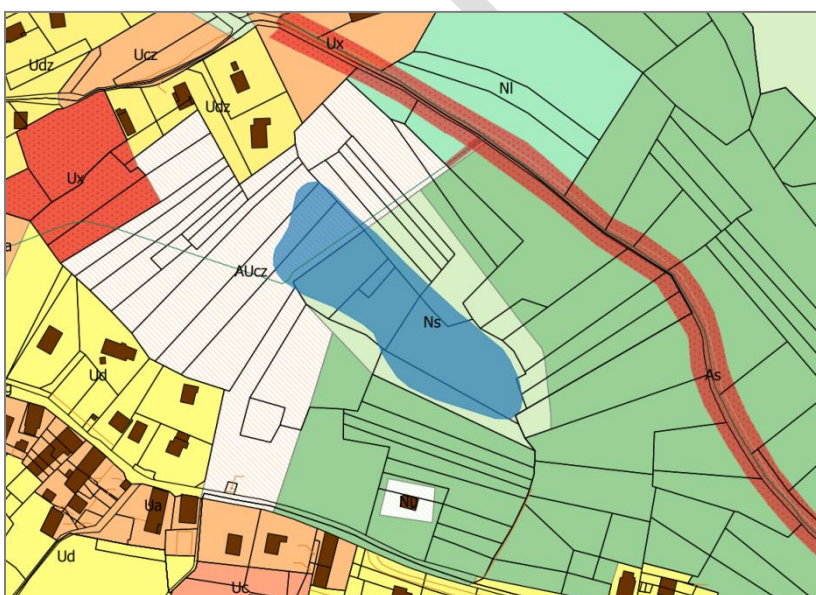
Cette nouvelle zone de 0,770 hectares intégrera 0,032 hectares initialement classés en AU et 0,738 hectares classés initialement en As. Il s'agit d'une zone agricole nécessaires au maintien des paysages ouverts et qui concourent également à la préservation de l'environnement. Le secteur "s" définit un secteur à forts enjeux paysagers. Toutes constructions mêmes agricoles sont interdites en raison de la qualité paysagère des secteurs et de la pression foncière qui s'y exerce. Cette zone est inconstructible et permettra de protéger la zone humide.



Zonage PLU - modification 2018 - n.chomaz urbaniste 1/2000

2/ Zone humide Les Bauches

Cette nouvelle zone de 0,874 hectares comprend 0,188 hectares classés en AU et 0,686 hectares classés en Ns. La zone humide devra être pris en compte dans l'aménagement de la zone AU. La zone Ns est une zone naturelle et forestière, équipée ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Le secteur "s" définit un secteur de zone humide. Cette zone est inconstructible et permettra de protéger la zone humide.



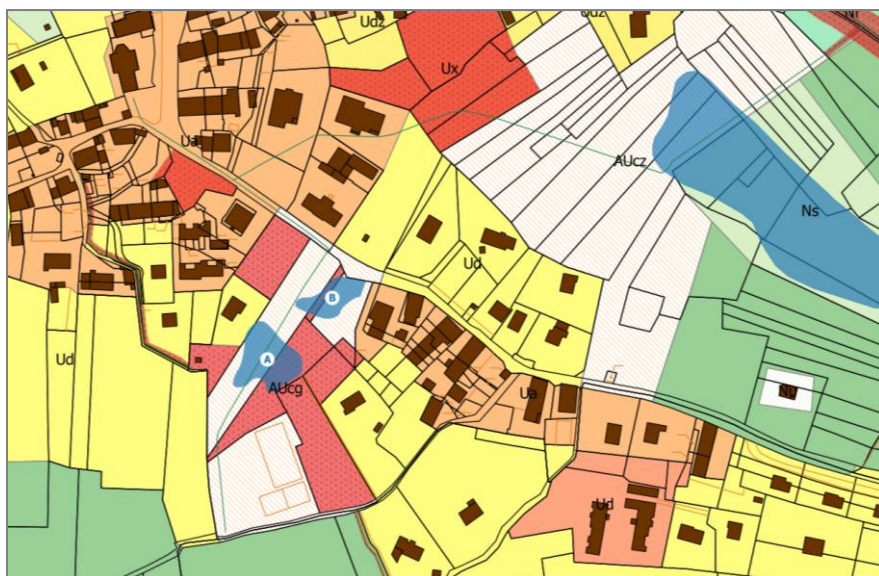
Zonage PLU - modification 2018 - n.chomaz urbaniste 1/2000

3/ Zones humides Les Vachers

Une expertise pédologique a été réalisée par TERE0 en novembre 2017 sur le secteur des Vachers. Cette étude a permis de mettre en évidence deux zones humides distinctes pour un total de 1692,7 m²:

- Une zone humide d'une superficie de 1104,1 m²,
- une zone humide d'une superficie de 588,6m².

Tout aménagement prévu sur la zone devra donc bien prendre en compte l'alimentation particulière de ces zones humides afin de ne pas altérer leur fonctionnalité.



Zonage PLU - modification 2018 - n.chomaz urbaniste 1/2000

1.1.3 Identification d'un bâtiment d'élevage oublié sur le plan de zonage

Un bâtiment situé à Le Boyat en UA1 parcelle section C n°918 sera identifié afin de corriger un oubli par une petite maison.

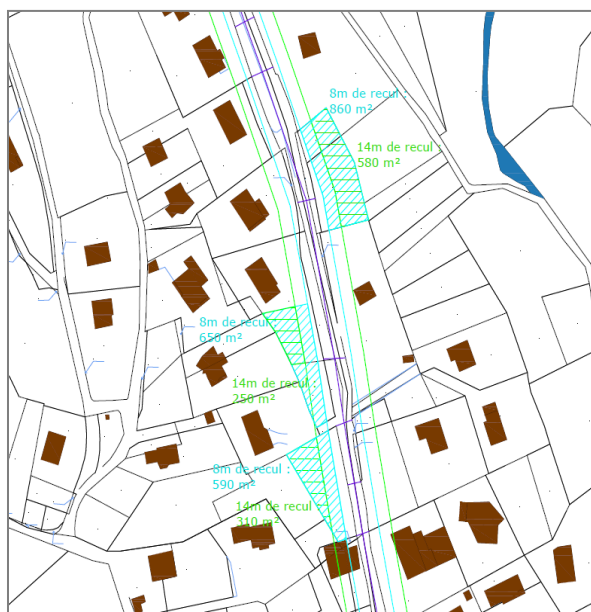
2.2 MODIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

Tous les ajouts dans le règlement seront effectués en **vert** et les retraits en **rouge barré**.

2.2.1 Réduction des reculs par rapport à l'axe de la RD11 en zone U

A l'heure actuelle en zone Uc, Ud et Ux, en article 6, le recul des constructions par rapport aux routes départementales est fixé à 14 mètres par rapport à l'axe. Ces reculs peuvent être modifiés quand les terrains ont une pente de plus de 20 % (mesurée à partir du bord de la voie sur la longueur de l'emprise de la construction) sans descendre en dessous de 10 mètres (amont et aval) de l'axe des voies pour les routes départementales.

L'objectif des élus est de **générer de la constructibilité dans l'enveloppe urbaine à proximité des réseaux**. Certaines parcelles n'étant pas assez grandes à l'heure actuelle pourraient générer de la constructibilité ou de la surface constructible supplémentaire le long de la départementale si les reculs étaient minorés. Cet axe structurant a été adapté à la zone urbaine, apaisée et moins circulante de ce fait, ne nécessite plus un recul si important.



Recul 1

Recul 2



Secteur Boyat



Secteur Fornet

Après analyse de l'impact de la réduction de l'emprise de la bande de 14 mètres à 8 mètres (recul identique à celui pour les voies communales) sur le potentiel constructible créé, il s'avère que quelques constructions sont désormais possible. Cette analyse du potentiel constructible a été effectuée avec l'aide de la photoaérienne.

L'article 6 des zones Uc, Ud et Ux seront modifiés en conséquent:

Article UD 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

[...]

1. Implantation

Le recul est fixé comme suit :

- pour les routes départementales, ~~14~~ 8 mètres par rapport à l'axe,
- pour les voies communales, 8 mètres par rapport à l'axe,
- pour les chemins ruraux, 6 mètres par rapport à l'axe.

Ces reculs pourront être modifiés dans les cas suivants :

1. Recul signifié au pétitionnaire, pour des motifs de sécurité publique ou de circulation
2. Recul signifié au pétitionnaire, dans les périmètres d'agglomération au sens du code de la route selon la nature du projet, les impératifs liés à l'opération et son intégration au bâti environnant
3. Dans les terrains en pente de plus de 20 % (mesurée à partir du bord de la voie sur la longueur de l'emprise de la construction) sans descendre en dessous de :
 - ~~10 mètres (amont et aval) de l'axe des voies pour les routes départementales~~ ;
 - 5 mètres (amont et aval) par rapport à l'alignement de la voie ou de la limite qui s'y substitue pour les voies communales et les chemins ruraux.
4. Pour les voies en impasse, le recul pourra être ramené à 5 mètres de l'alignement de la voie ou de la limite qui s'y substitue.

2.2.2 Extensions des bâtiments d'habitation existants en N1 et N1p

Les élus souhaitant permettre aux habitants **d'adapter leur habitation à leur besoin** pour ne pas avoir besoin de déménager sans pour autant nuire à l'environnement, il est proposé d'autoriser les extensions des bâtiments d'habitation situés en N1 et N1p en les réglementant :

- les extensions ne devront pas dépasser 30% de la superficie existante dans la limite de 30 m² d'emprise au sol.

Les extensions seront définies afin d'éviter toute ambiguïté :

Est considérée comme extension **toute augmentation de la surface brute et/ou du volume d'une construction**. Elle peut intervenir horizontalement dans la continuité de la construction existante ou verticalement par surélévation de la construction existante. Toute construction accolée à la construction principale est une extension.

Tandis qu'une annexe est une construction dissociée ou accolée du corps principal d'un bâtiment constituant un complément fonctionnel à celui-ci.

Pour compléter, la création d'un appentis engendre la création d'emprise au sol. Il est considéré plutôt comme une annexe à la construction (sauf si par exemple, porte d'accès depuis la construction, faisant état plutôt d'une extension).

Le garage accolé (et si uniquement garage, à savoir pas de surélévation avec pièce de vie par ex), est considéré comme une annexe (accolée) et non comme une extension.

Proposition de règlement:

Article N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

[...]

En secteurs N1 et N1p,

- l'aménagement dans le volume existant sans ~~changement de destination~~, ni création de SHON, ni extension, des constructions sous réserve de l'existence d'un assainissement, conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur et sans rejet au milieu naturel.
- les extensions ne devront pas dépasser 30% de la superficie existante dans la limite de 30 m² d'emprise au sol. Est considérée comme extension **toute augmentation de la surface brute et/ou du volume d'une construction**. Elle peut intervenir horizontalement dans la continuité de la construction existante ou verticalement par surélévation de la construction existante. Toute construction accolée à la construction principale est une extension.

2.2.3. Autorisation du changement de destination dans toutes les zones

Les élus souhaitant également permettre aux habitants de rester dans la commune et de préserver le patrimoine bâti ont décidé pour ce faire d'autoriser le changement de destination dans toutes les zones sous condition de faisabilité d'un assainissement conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur. Il est proposé de supprimer le "sans-changement de destination" dans les zones Ua1, Uc1, Ud1, N1 et N1p en article 2.

Dans les secteurs UA1, la construction, l'aménagement et l'extension du bâti ~~sans-changement de destination~~, sous conditions de la faisabilité d'un assainissement, conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur.

Dans les secteurs UC1, l'aménagement et l'extension du bâti ~~sans-changement de destination~~, sous conditions de la faisabilité d'un assainissement, conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur.

Dans les secteurs UD1, l'aménagement et l'extension du bâti ~~sans-changement de destination~~, sous conditions de la faisabilité d'un assainissement, conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur.

En secteurs N1 et N1p, l'aménagement dans le volume existant ~~sans changement de destination~~, ni création de SHON, ni extension, des constructions sous réserve de l'existence d'un assainissement, conforme et dimensionné selon la réglementation en vigueur et sans rejet au milieu naturel.

3. Justification du choix de la procédure

Les différents objectifs de la modification (ajustements du règlement graphique et écrit):

- n'ont pas pour effet de changer les orientations définies dans le PADD,
- ne réduisent pas d'espace boisé classé, de zone agricole, de zone naturelle et forestière, ou de protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.
- ne comporte pas de graves risques de nuisance,
- n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser de plus de 9 ans.

La procédure de modification du PLU est adaptée au projet et peut donc être engagée.

3.1 CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DEFINIES PAR LE PADD

L'objectif de la municipalité est d'intégrer les différentes évolutions et d'encourager les projets pour dynamiser la commune et de répondre aux objectifs poursuivis dans le PADD notamment en:

- renforçant l'attractivité de la commune et en ciblant le potentiel existant,
- préservant les secteurs sensibles,
- accueillant des activités tout en respectant la qualité des paysages et la tradition rural.

Les modifications apportées au PLU confortent les orientations du PADD, l'enjeu est de permettre des possibilités d'évolution du bâti. Le travail s'est donc porté sur une la création d'une zone Ay, une servitude de projet et des ajustements règlementaires.

3.2 PAS DE REDUCTION D'EBC, DE ZONES NATURELLE OU FORESTIERE, NI DE PROTECTION

Le projet de modification du PLU ne réduit pas d'espace boisé classé (EBC), ni de zone naturelle ou forestière (N). Ce projet ne réduit pas non plus de protection édicté en raison de risques de nuisances, de la qualité des sites des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à réduire de graves risques de nuisance.

- **En conclusion, la modification du PLU communal respecte les articles L.153-31 et suivants du CU.**

4. Prise en compte des documents supra-communaux

4.1 COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DE METROPOLE SAVOIE

Le projet de modification ne remet pas en question:

- le dimensionnement du SCOT,
- la protection des espaces naturels, agricoles et paysagers,
- la prise en compte des risques.

Le projet de modification est compatible avec le SCOT.

4.2 COMPATIBILITE AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE CHAMBERY METROPOLE

Curienne est une commune rurale de montagne de 3ème couronne qui correspond à une petite commune faiblement peuplée et qui connaît des contraintes spécifiques mais qui souhaite participer à l'effort communautaire.

L'objectif 2014-2019 est de livrer 15 logements dont 5 en accession sociale. Le potentiel permettrait 10 logements en opération structurante et 10 dans le bâti existant.

- Les modifications effectuées dans le cadre de cette procédure ne font qu'augmenter les possibilités d'atteindre cet objectif via une augmentation du potentiel constructible dans l'enveloppe urbaine et en projet d'ensemble.

5. Liste des documents modifiés

La présente modification engendre les modifications des superficies des zones détaillées dans le tableau ci-dessous. Cette modification concerne les zones As et AU, sans modifier l'économie générale du document.

Zones	hectares	
	Avant modification	Après modification
Ua	3,96	3,96
Uai	1,79	1,79
Ua1	0,25	0,25
Uc	0,86	0,86
Ud	21,9	21,9
Ud1	4,89	4,89
AU	11,09	11,06
AUC	2,55	2,55
AUCg	1,73	1,73
A	19,62	19,62
Ap	27,47	27,47
As	324,82	324,85
N1	0,46	0,46
N1p	0,65	0,65
NI	2,30	2,30
Np	24,88	24,88
Nu	1,88	1,88
N	396,06	396,06
Total des zones	850,00	850,00

Tableau de répartition des surfaces selon les zones avant et après modification, n.c - tdu

Documents écrits:

- Règlement écrit

Document graphique

- Plan de zonage